

MUSÉE CANADIEN POUR LES DROITS DE LA PERSONNE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Trimestre clos le 30 juin 2026

(non audité)



Compte rendu

La présente section du rapport financier trimestriel se veut un compte rendu de la direction au sujet de la performance financière du Musée canadien pour les droits de la personne (le « MCDP » ou « Musée ») au cours du trimestre clos le 30 juin 2026. Il doit être lu dans le contexte du rapport de gestion et des états financiers annuels audités du 31 mars 2026.

RÉSULTATS FINANCIERS

Voici un résumé de l'activité financière pour le trimestre clos le 30 juin 2026 :

APERÇU

Le total des visites sur place pendant cette période était de 50 188, soit une augmentation de 48 % par rapport aux 33 854 visites pendant la même période l'an dernier. Dans le cadre de la programmation éducative du Musée, 9 581 élèves, enseignant·e·s et personnes accompagnatrices ont participé en personne et 1 684 ont participé à des excursions virtuelles, pour un total de 11 265, soit une hausse de 19 % par rapport au total de 9 444 pendant le trimestre clos le 30 juin 2025 (8 477 élèves, enseignant·e·s et personnes accompagnatrices ayant participé en personne et 967 élèves ayant participé à des excursions virtuelles).

Le site Web du Musée, droitsdelapersonne.ca et humanrights.ca, a attiré 358 380 visites au cours du trimestre clos le 30 juin 2026, soit 3 % de moins que l'exercice précédent (367 824 visites).

Le Musée a terminé le premier trimestre avec un excédent des produits sur les charges de 0,3 million de dollars, soit une légère baisse comparativement à l'excédent des charges sur les produits de 0,4 million de dollars enregistré au premier trimestre de l'année précédente.

ÉTAT DES RÉSULTATS

Crédits parlementaires

Le total des crédits parlementaires, présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, s'élève à 7,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026. Ce montant est inférieur de 1,1 million de dollars aux 8,6 millions de dollars de crédits pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

Pour l'exercice 2026-2027, le montant total estimé des crédits parlementaires s'élève à 27,1 millions de dollars, dont 1,7 million de dollars destinés au soutien des musées nationaux (respectivement 28,8 millions et 1,7 million de dollars en 2025-2026). Le montant total estimé des crédits est inférieur de 1,6 million de dollars à celui de 2025-2026 en raison des réductions découlant de l'examen exhaustif des dépenses.

Produits

Les produits d'exploitation pour le trimestre clos le 30 juin 2026 étaient de 0,6 million de dollars, un niveau comparable à celui de l'exercice précédent. Ce chiffre représente les produits provenant des droits d'entrée, des adhésions, de la programmation, des ventes de la Boutique, de la location des salles, du restaurant et des services de traiteur, ainsi que des expositions itinérantes.

Les apports de 1,8 millions de dollars se composent en grande partie de l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations reçus au cours des exercices antérieurs de la part des partenaires de financement autres que le gouvernement du Canada, qui sont amortis sur la même période que les immobilisations achetées avec les apports. Les partenaires de financement comprennent la Province du Manitoba, la Ville de Winnipeg et les Amis du Musée canadien pour les droits de la personne (Amis).

Musée canadien pour les droits de la personne

Rapport financier trimestriel

(non audité)

Trimestre clos le 30 juin 2026

Charges

Les charges d'exploitation étaient de 9,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2026, soit une diminution de 1,2 million par rapport aux 11,0 millions pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

Voici la ventilation des charges par responsabilité essentielle :

- Les charges relatives au contenu, à la programmation et à la mobilisation du Musée se sont élevées à 3,0 millions de dollars par rapport à 3,6 millions au cours de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par la diminution du personnel, des services professionnels et des dépenses publicitaires.
- Les charges liées aux installations se sont chiffrées à 5,0 millions de dollars contre 5,4 millions dans l'exercice précédent. Cette baisse est principalement due à une diminution du paiement en remplacement d'impôts et de l'amortissement.
- Les charges liées aux services internes se sont chiffrées à 1,8 millions de dollars contre 2,0 millions dans l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par la diminution des dépenses liées à l'infrastructure et aux systèmes informatiques, aux services professionnels et aux frais de personnel.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le total de l'actif a diminué de 1,6 million de dollars, passant de 240,7 millions au 31 mars 2026 à 239,1 millions au 30 juin 2026. Cette baisse s'explique par la diminution des immobilisations due à l'amortissement.

Le total du passif a diminué de 1,9 million de dollars, passant de 225,6 millions au 31 mars 2026 à 223,7 millions au 30 juin 2026. La baisse est due à l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations reçus au cours des exercices antérieurs.

Musée canadien pour les droits de la personne

Rapport financier trimestriel

(non audité)

Trimestre clos le 30 juin 2026

L'actif net a augmenté de 0,3 million de dollars depuis le 31 mars 2026 et s'élève à 15,4 millions de dollars, ce qui représente un excédent des produits sur les charges pour le trimestre.

ANALYSE DES RISQUES ET PERSPECTIVE

Le Musée actualise régulièrement son cadre de gestion des risques pour cerner, évaluer et atténuer tous les facteurs qui menacent de manière importante ses activités permanentes ou son succès à long terme. Nous continuerons à surveiller les risques sur une base continue.

Le Musée est déterminé à tirer parti des succès considérables qu'il a obtenus depuis son ouverture en 2014 et continuera à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires, le gouvernement du Canada et les Amis, dans le but d'évaluer ses besoins de financement à long terme. Les pressions actuelles sur les budgets de fonctionnement et d'immobilisations du Musée comprennent un marché touristique de plus en plus concurrentiel, une incertitude économique renouvelée liée à l'inflation, aux droits de douane et aux guerres commerciales et leur impact sur les dépenses de consommation, le travail nécessaire pour créer un musée équitable, et les besoins importants en immobilisations pour maintenir un musée numérique dans un bâtiment emblématique.

En juillet 2025, le gouvernement du Canada a lancé un examen exhaustif des dépenses (EED) dans le cadre d'une initiative plus large visant à rationaliser les opérations gouvernementales et à réaffecter les fonds vers des domaines prioritaires. En tant que société d'État, le MCDP a été soumis à cet examen et ses crédits de base seront réduits de 3,2 millions de dollars d'ici la fin de l'exercice 2028-2029. Ces réductions, conjuguées aux pressions inflationnistes et à l'incertitude économique qui se poursuit, pourraient avoir une incidence sur les perspectives et les activités futures du Musée.

Le Musée aura plus que jamais besoin de poursuivre ses efforts pour accroître ses produits gagnés. En partenariat avec les Amis, le Musée envisage aussi de compléter ses crédits parlementaires par des commandites et l'appui philanthropique.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

La directrice générale,



Isha Khan

Le 25 août 2026

États financiers trimestriels du

MUSÉE CANADIEN POUR LES DROITS DE LA PERSONNE

Trimestre clos le 30 juin 2026

(non audité)



Musée canadien pour les droits de la personne

État de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars)

Au	30 juin 2026		31 mars 2026	
Actif				
À court terme				
Trésorerie et trésorerie affectée	9 525	\$	8 285	\$
Placements et placements affectés	3 028		3 001	
Créances	213		203	
Stocks	85		92	
Charges payées d'avance	337		234	
	13 188		11 815	
Placements et placements affectés	22 559		22 351	
Collections	1		1	
Immobilisations	203 316		206 533	
Total de l'actif	239 064	\$	240 700	\$
Passif et actif net				
Passif à court terme				
Créditeurs et charges à payer	3 950	\$	2 702	\$
Obligations découlant du contrat de location-acquisition (note 4)	307		300	
Produits reportés	585		667	
	4 842		3 669	
Obligations découlant du contrat de location-acquisition (note 4)	669		748	
Apports reportés (note 5)	20 823		20 677	
Apports reportés afférents aux immobilisations (note 6)	197 361		200 506	
Total du passif	223 695		225 600	
Actif net				
Non affecté	10 390		10 121	
Investi en immobilisations (note 7)	4 979		4 979	
	15 369		15 100	
Total du passif et de l'actif net	239 064	\$	240 700	\$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers trimestriels.

Musée canadien pour les droits de la personne

État des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars)

Trimestre clos le 30 juin	2026	2025
Produits (tableau 1)		
Exploitation	615 \$	608 \$
Apports	1 798	1 996
Autres produits	175	169
Total des produits	2 588	2 773
Charges (tableau 2)		
Contenu, programmation et mobilisation du Musée	3 022	3 596
Installations	5 038	5 392
Services internes	1 770	2 006
Total des charges	9 830	10 994
Excédent des charges sur les produits avant les crédits parlementaires	(7 242)	(8 221)
Crédits parlementaires (note 8)	7 511	8 641
Excédent des produits sur les charges	269 \$	420 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers trimestriels.

État de l'évolution de l'actif net

(non audité)

(en milliers de dollars)

Trimestre clos le 30 juin	2026	2025
	Non affecté	Investi en immobilisations
Actif net au début de l'exercice	10 121 \$	4 979 \$
Excédent des produits sur les charges	269	-
Actif net à la fin de la période	10 390 \$	4 979 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers trimestriels.

Musée canadien pour les droits de la personne

État des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars)

Trimestre clos le 30 juin	2026	2025
Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds – clients	687 \$	487 \$
Rentrées de fonds – apports	-	135
Rentrées de fonds – crédits parlementaires	6 002	6 727
Rentrées de fonds – autres produits	-	54
Sorties de fonds – membres du personnel et en leur nom	(3 954)	(4 561)
Sorties de fonds – fournisseurs	(1 535)	(1 911)
Intérêts reçus	28	76
Intérêts payés	(21)	(27)
	1 207	980
Activités d'investissement en immobilisations		
Décaissements pour l'acquisition d'immobilisations	-	(27)
	-	(27)
Flux de trésorerie nets avant activités de financement	1 207	953
Activités de financement		
Crédit parlementaire pour l'acquisition d'immobilisations	72	-
Apports provenant de sources non gouvernementales pour immobilisations	33	90
Obligations découlant du contrat de location-acquisition	(72)	(67)
	33	23
Augmentation de la trésorerie	1 240	976
Trésorerie et trésorerie affectée à l'ouverture de la période	8 285	21 139
Trésorerie et trésorerie affectée à la clôture de la période	9 525 \$	22 115 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers trimestriels.

Musée canadien pour les droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre clos le 30 juin 2026

(non audité)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. a) Pouvoir et mission

Le Musée canadien pour les droits de la personne (le « Musée ») a été constitué en vertu d'une modification de la Loi sur les musées, le 10 août 2008, à titre de société d'État, mentionnée à la partie I de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques (LGFP). Il est responsable devant le Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles.

Le Musée n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

Sa mission, telle que définie dans la modification de la Loi sur les musées, est la suivante :

« explorer le thème des droits de la personne, en mettant un accent particulier sur le Canada, en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue ».

Le gouvernement du Canada a approuvé le plan d'entreprise du Musée pour la période de planification de 2026-2027 à 2030-2031. Le sommaire du plan d'entreprise a été déposé le 18 juin 2026 et peut être consulté sur le site Web du Musée.

b) Activités

Pour répondre à tous les aspects de son mandat, le Musée a divisé ses activités en trois secteurs qui se renforcent mutuellement :

Contenu, programmation et mobilisation du Musée

- Expositions intéressantes et accessibles, y compris en ligne
- Programmation qui favorise la réflexion et le dialogue
- Recherches, érudition et gestion des collections saines et équilibrées
- Rayonnement, mobilisation et services à l'échelle nationale
- Communications, marketing et relations de collaboration

Installations

- Exploitation de l'édifice
- Services de protection
- Infrastructure des technologies de l'information

Services internes

- Gouvernance d'entreprise
- Administration
- Génération de produits gagnés

Musée canadien pour les droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre clos le 30 juin 2026

(non audité)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers trimestriels ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public pour les organismes sans but lucratif du secteur public. Le Musée a choisi d'appliquer la série 4200 pour les organismes gouvernementaux sans but lucratif et applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports pour les organismes sans but lucratif. Les méthodes comptables et modalités de calcul suivies dans les états financiers trimestriels sont les mêmes que celles énoncées dans les états financiers annuels audités du 31 mars 2026.

3. Mode de présentation

Les informations fournies par voie de notes dans les présents états financiers non audités ne sont pas conformes à tous les égards aux dispositions des normes comptables canadiennes pour le secteur public pour les organismes sans but lucratif du secteur public en matière d'états financiers annuels audités. Les présents états financiers non audités doivent être lus dans le contexte du compte rendu pour le trimestre clos le 30 juin 2026 et des états financiers annuels audités du Musée au 31 mars 2026 et pour l'exercice clos à cette date.

4. Obligations découlant du contrat de location-acquisition

Le Musée a mené à bien la modernisation et le remplacement de son réseau informatique de base par le biais d'un contrat de location-acquisition conclu en 2024-2025 pour une durée de cinq ans. La direction a l'intention de s'acquitter complètement de son obligation au titre du contrat et de devenir propriétaire de tous les équipements informatiques, matériels et logiciels du réseau en 2029-2030, lors du paiement final.

	Le 30 juin 2026
Total des paiements minimaux futurs de location (1)	1 110 \$
Déduire les intérêts imputés	(134)
Valeur actuelle des obligations de financement	976
Portion à court terme	307
Portion à long terme	669
	976 \$

(1) Les montants à payer en vertu du contrat de location-acquisition sont basés sur le taux d'intérêt nominal fixe de 8,31 %, pour une période de cinq ans, établi au moment de la signature du contrat.

Musée canadien pour les droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre clos le 30 juin 2026

(non audité)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5. Apports reportés

Les apports reportés, affectés aux besoins futurs d'immobilisations et de fonctionnement, ont évolué comme suit au cours de la période :

Trimestre clos le	30 juin 2026
Solde à l'ouverture de la période	20 677 \$
Ajouter	
Produits d'intérêts reportés	164
	164
Déduire	
Montants virés aux apports reportés afférents aux immobilisations	-
Montants constatés en produits	(18)
	(18)
Solde à la clôture de la période	20 823 \$

6. Apports reportés afférents aux immobilisations

Les variations des apports reportés afférents aux immobilisations achetées, mais non complètement amorties pendant la période en cours, sont comme suit :

Trimestre clos le	30 juin 2026
Solde à l'ouverture de la période	200 506 \$
Crédit parlementaire pour l'acquisition d'immobilisations	72
Amortissement et perte d'apports reportés afférents aux immobilisations	(3 217)
Solde à la clôture de la période	197 361 \$

7. Actif net investi en immobilisations

L'actif net investi en immobilisations se compose des terrains donnés par la Ville de Winnipeg et The Forks Renewal Corporation comme suit :

	30 juin 2026
Immobilisations	203 316 \$
Déduire les montants financés par des	
Contrats de location-acquisition	(976)
Apports reportés	(197 361)
Solde à la clôture de la période	4 979 \$

Musée canadien pour les droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre clos le 30 juin 2026

(non audité)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

8. Crédits parlementaires

Trimestre clos le 30 juin	2026	2025
Montant du Budget principal des dépenses pour les charges d'exploitation et en immobilisations	6 075 \$	6 727 \$
Déduire les crédits parlementaires de la période en cours non constatés en produits :		
Montants utilisés pour l'achat d'immobilisations	(72)	-
Ajouter les crédits parlementaires des exercices antérieurs constatés en produits de la période en cours :		
Amortissement et perte d'apports reportés afférents aux immobilisations	1 490	1 639
Montants affectés utilisés au cours de la période en cours pour des éléments passés en charges aux fins comptables	18	275
Crédits parlementaires constatés en produits au cours de l'exercice	7 511 \$	8 641 \$

Musée canadien pour les droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre clos le 30 juin 2026

(non audité)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Tableau 1 – Tableau des produits

Produits d'exploitation

Trimestre clos le 30 juin	2026	2025
Droits d'entrée et programmation		
Droits d'entrée générale	252 \$	209 \$
Adhésions	7	7
Programmes publics	17	4
Programmes éducatifs	3	1
Ventes de la Boutique	86	89
Location des salles	181	162
Restaurant et services de traiteur	69	58
Expositions itinérantes	-	78
Total	615 \$	608 \$

Apports

Trimestre clos le 30 juin	2026	2025
Produits liés à l'amortissement des apports reportés	1 727 \$	1 729 \$
Apports des Amis du MCDP		
Dons en espèces et commandites	70	145
Dons en nature	-	17
Dons en espèces et commandites	-	98
Apports en nature et dons d'objets	1	7
Total	1 798 \$	1 996 \$

Autres produits

Trimestre clos le 30 juin	2026	2025
Produits d'intérêts	132 \$	116 \$
Recouvrement des coûts des Amis du MCDP	43	42
Divers	-	11
Total	175 \$	169 \$

Musée canadien pour les droits de la personne

Notes complémentaires

Trimestre clos le 30 juin 2026

(non audité)

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Tableau 2 – Tableau des charges

Trimestre clos le 30 juin	2026		2025	
Coûts liés au personnel	4 174	\$	4 512	\$
Amortissement	3 217		3 368	
Païement en remplacement d'impôts	763		970	
Exploitation de l'édifice	513		527	
Infrastructure et systèmes informatiques	358		417	
Services publics	192		118	
Services professionnels et spéciaux	167		357	
Matériaux et fournitures	126		191	
Voyages et activités d'accueil	90		128	
Expositions	53		97	
Marketing et communications	50		152	
Coût des ventes	40		52	
Autres	28		41	
Réparations et entretien	36		37	
Intérêts sur les contrats de location-acquisition	21		27	
Collections	2		-	
Total des charges	9 830	\$	10 994	\$